

Point 16 : Rapport sur la situation en matière de développement durable 2014-2015 (actions climat) et labellisation cit'ergie.

Intervention : Jean-Jacques MOREAU (Nantes)

Madame la présidente, chers collègues,

Comme il est précisé dans le rapport l'ensemble des politiques publiques est concerné par nos choix en matière de développement durable. Notre métropole se développe de façon raisonnée et cohérente depuis la création de la communauté urbaine. Nous y mettons les moyens dans nos compétences phares que sont l'eau, les transports, le logement, l'urbanisme ou encore les déchets qui ont des impacts directs sur notre environnement et sur nos consommations énergétiques.

Le constat aujourd'hui est partagé, il y a urgence à réduire les émissions de Gaz à Effet de Serre liées à l'utilisation des énergies fossiles. La métropole nantaise y est pleinement engagé, mais on le sait le problème est bien plus large que le territoire métropolitain, national ou européen. On ne peut plus se contenter d'imposer quelques normes ici ou là dont le seul effet est de délocaliser la pollution en même temps que les emplois dans des pays moins scrupuleux.

La COP 21 de Paris sera l'occasion de mesurer où en sont les gouvernements à l'échelle de la planète. Mais ne nous berçons pas d'illusions, les acteurs économiques qui sont aux manettes ne lâcheront pas leur modèle de développement et leurs dividendes aussi facilement. Pour obtenir des résultats c'est l'ensemble du fonctionnement de l'économie mondiale qui doit être radicalement transformé.

Le gouvernement affiche comme une priorité majeure la défense de l'environnement. Alors deux choses l'une soit il y a urgence à réussir de la COP 21, soit c'est de la communication. S'il y a urgence, nous devons reprendre les manettes et arrêter de tout donner à une finance internationale, dont l'appétit est insatiable.

S'il y a urgence, il faut une intervention publique forte pour agir efficacement sur l'énergie, les logements, les transports de voyageurs et de fret, sur l'agriculture et sur la relocalisation des productions.

Car oui, il y a urgence à sortir des discours d'intentions, du cadre imposé par la finance mondiale et des politiques d'austérités. Pour sortir de ces contradictions, il faut en finir avec la baisse des dotations aux collectivités qui ne profite qu'aux actionnaires avec le Crédit impôt recherche et le CICE. Soyons claire, si Copenhague, Cancun ou Durban n'ont pas permis les avancées escomptées, c'est que la volonté politique ni est pas pour aller chercher moyens politiques et financiers.

Pour que de réels engagement sortent de la COP 21, l'intervention de l'ensemble des citoyens, des acteurs politiques à tous les échelons, est indispensable. De très nombreux citoyens, associations, syndicats, organisations politiques font entendre leurs voix pour exiger que les pays riches et industrialisés, qui portent les responsabilités, agissent réellement pour sortir des égoïsmes et de l'exploitation sans bornes des ressources naturelles et des peuples. Les élus du groupe communistes porteront ce message à leur échelle et j'appelle l'ensemble des élus ici présent à faire de même.

Je vous remercie de votre attention.